

de l'enfant-roi, investi par ses tuteurs : il proteste contre la manière dont se firent les élections du 7 juillet. M. Iorga, ex-professeur du prince Carol, a envoyé des émissaires pour engager l'exilé à se rapprocher de sa femme, à ne rien céder de ses droits. L'armée a gardé des sympathies à son prince. Depuis longtemps la princesse Hélène a pardonné à son mari. L'unanimité n'est point faite autour de M. Bratianou.

Le journal *Adeverul* montrait dès le 9 juillet les inconvénients d'élections qui laisseraient trop de rancunes. La Roumanie, disait-il, est « en face d'un des plus graves problèmes qu'elle a eu à affronter depuis qu'elle est indépendante ». Ce n'est rien moins, en effet, que l'apprentissage politique. Les libéraux ont obtenu 1.700.000 voix sur 2.750.000 votants : ils en avaient eu 192.000 aux élections de 1926. Le parti du peuple — celui du général Avérescôu — le bénéficiaire des élections précédentes avec 1.366.000 voix, en compte cette fois-ci 50.000. Les nationaux-tsaranistes (c'est-à-dire terriens : paysans de Transilvanie) gardent à peu près leurs électeurs, 727.000, 607.000 : ils occupent 57 sièges, quand les libéraux s'en sont attribué 314. C'est la seule « opposition de S. M. ».

Autrement dit, les problèmes intérieurs ne sont pas réglés. L'unité roumaine est jeune encore, et des ennemis la surveillent. Les Soviets n'ont jamais reconnu l'annexion de la Bessarabie. Les Hongrois du « royaume », auquel il ne manque qu'un roi, déclarent que la Transilvanie leur doit revenir : les magnats y ont encore des terres et protestent contre les expropriations au profit des paysans roumains. De Moscou et de Pest on guette les circonstances. La guerre civile éclaterait-elle en